

de sorte que l'économie de la Colombie-Britannique perdra environ 42 millions de profits, après impôts, et que la trésorerie fédérale perdra peut-être même davantage en impôts sur les sociétés.

Chaque fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain correspond à une différence de 14 millions pour l'industrie forestière et les travailleurs de ma province, pour ceux qui fournissent des services secondaires ou ceux qui travaillent dans l'industrie de l'approvisionnement. L'industrie forestière de ma province fournit des emplois à 60,000 travailleurs. Elle sera directement touchée par cette mesure du gouvernement. Je le répète, des milliers d'emplois seront touchés dans les industries secondaires.

On peut prétendre, je le sais, que les derniers chiffres disponibles indiquent des exportations importantes de produits forestiers de la Colombie-Britannique. Cependant, je rappelle au ministre que l'impulsion manifestée dans le premier trimestre par les chiffres sur l'exportation de l'industrie forestière résulte en grande mesure de chiffres de rattrapage, qui proviennent de la grève des débardeurs en 1969. Une quantité anormale de bois de construction a été expédiée de la Colombie-Britannique, et il faut inclure ces chiffres dans ceux du premier trimestre. Je ne soutiens pas que ces chiffres sont typiques, et nous ne nous y attendons pas non plus.

En versant au dossier les chiffres estimatifs pour notre plus importante industrie, je suis naturellement conscient qu'il peut se trouver un avantage partiellement compensateur pour ces secteurs de l'industrie qui s'occupent d'acheter du nouvel outillage pour accroître la capacité de l'usine; et cet avantage compensateur n'a pas été évoqué par les orateurs de l'opposition aujourd'hui, comme il faut l'avouer. Je sais également, monsieur l'Orateur, que d'autres industries qui veulent installer du nouveau matériel jouiront de certains avantages indubitables si elles ont besoin de nouvelles machines importées.

Je reconnais les avantages que retirent l'Ouest du Canada et ma province lorsque notre dollar est bloqué et maintenu à 92 cents comparativement au dollar des États-Unis.

Néanmoins, le déboilage de notre taux de change affaiblira les prix de notre bois, qui sont aujourd'hui, en Colombie-Britannique, aux niveaux de 1964. La demande a beaucoup diminué, alors que le coût de la vie augmente et que diverses manifestations de l'inflation resserrent la marge de profit. A notre époque, littéralement, des milliers de nos travailleurs sont sans emploi, par suite de lock-outs, de grèves ou de chômage.

Une modification de 4½ p. 100 dans la valeur du dollar canadien pourrait toucher la

vente de ressources de l'Ouest d'une valeur de plus de 2 milliards de dollars—blé, bois, pétrole, gaz et minéraux. La situation revêt donc une importance considérable pour nos quatre provinces de l'Ouest. L'Ouest pourrait perdre 900 millions de dollars par année, à supposer, et il le faut, que tous les exportateurs soient d'assez bons vendeurs pour obtenir les meilleurs prix possible. Certains de nos contrats touchant les minéraux comportent des ventes en dollars américains sur des périodes de 15 ans, et si les compagnies canadiennes intéressées tentent de combler leurs pertes, leurs affaires pourraient fort bien leur échapper.

Je cite ces faits à l'appui de ma thèse voulant que le gouvernement étudie la possibilité de mettre en place d'autres mesures visant à stimuler les industries d'exportation vitales pour le Canada, si la libération du dollar a un effet défavorable. Si je semble partial envers les gens de l'Ouest que je représente, je dois reconnaître que je le suis. Je m'intéresse profondément à l'avenir de cette partie du Canada.

Ceux qui ne voient que la débâcle, la ruine et la catastrophe dans la libération du dollar canadien d'un taux fixe de change ne comprennent pas les impératifs du Canada et du monde d'aujourd'hui où la souplesse est une nécessité. Les théories économiques rigides et dogmatiques du passé ne sont plus de mise. Les économistes, de Galbraith à ceux des autres pays dont l'Union soviétique, savent qu'il y a à l'heure actuelle un besoin absolu d'évolution. Le gouvernement moderne doit consentir à introduire bien des éléments dans l'économie et à modifier ces éléments à mesure que les conditions se transforment. Les gouvernements qui refusent les changements que nécessitent l'économie sont indignes de gouverner.

Étant donné que les exportations sont importantes pour le bien-être du Canada, il est évident qu'on peut s'attendre à toutes sortes d'activités et de mesures de compensation au cours des semaines et des mois à venir. Espérons qu'elles ne seront pas jugées avec partialité, mais selon leur valeur pour le Canada et pour nous tous, indépendamment du parti et des préférences de chacun.

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, je n'aurai que quelques mots à dire. Je participe au débat, non pas pour applaudir aux déclarations du ministre des Finances (M. Benson), ni même pour critiquer, mais bien pour demander quelle sera la prochaine proposition du ministre. Sans doute la décision de libérer le dollar sur le marché international et la disparition de la menace d'imposer des restrictions sur le crédit ne font-elles que